

Éclairages nationaux

Asie du Sud-Est

Indonésie : forces de gauche fragmentées, mais idées influentes¹

Edward Aspinall²

En dépit de l'existence d'une société civile diversifiée, la période post-Suharto n'a pas accouché d'un grand mouvement de gauche coordonné. En cause, des tendances centrifuges, la prédominance d'une logique ONG et la structuration clientéliste du système politique indonésien. Pour autant, la popularité des idées progressistes associée à la compétition électorale pour le vote populaire s'est traduite par des avancées sociales non négligeables.

En Indonésie, la gauche donne parfois l'impression d'être à la fois partout et nulle part. Bien que le terme « socialisme » ne soit plus que rarement utilisé (il l'était davantage durant la période Suharto, même par des officiels), des mots qui dans d'autres pays évoquent des agendas progressistes – tels que « lutte » ou « peuple » – font partie du langage politique ordinaire. Et les discours radicalement hostiles à l'*establishment*, qui condamnent l'élite et ses « jeux », sa « corruption », ses « manipulations », s'entendent couramment au sein de larges secteurs de l'opinion publique.

Et pourtant la gauche organisée est très faible en Indonésie. Quand le Parti démocratique populaire (PRD), le dernier parti politique de masse situé clairement à gauche, a participé aux élections nationales de 1999, il n'a pas obtenu 0,1 % des votes. Il n'en est

1. Article paru dans *Inside Indonesia*, janvier-mars 2012, sous le titre « Still an age of activism ».

2. Chercheur au sein du Département de changement social et politique de l'Université nationale australienne et éditeur de la revue *Inside Indonesia*.

d'ailleurs pas sorti indemne – beaucoup de ses membres l'ont alors quitté, soit pour rejoindre des partis traditionnels, soit pour créer leurs propres groupuscules militants. La gauche sociale, par contre, est à la fois ample et visible. Il y a une profusion incroyable d'organisations populaires, de syndicats, de mouvements paysans, ainsi que d'organisations luttant pour la défense de tel ou tel groupe marginalisé, qui recourent parfois à des tactiques hautement conflictuelles pour faire progresser leur cause. Mais cet ensemble diffus manque de structuration. Il peut y avoir des accords larges sur des enjeux précis, mais ceux-ci ne débouchent jamais sur des coordinations dans la durée et des agendas communs.

Identifier la gauche

Alors comment s'y prendre pour identifier la gauche indonésienne aujourd'hui ? Le problème, c'est que si l'on se base sur une définition large de la gauche, à savoir ces groupes qui militent pour « *la justice sociale à travers la redistribution et l'intervention économique de l'État* », deux éléments de cette définition – la justice sociale et l'intervention de l'État – sont partagés (au moins superficiellement) par des acteurs de l'ensemble du spectre politique indonésien.

Les partis traditionnels, qui occupent la majorité des sièges au sein du parlement, prétendent contribuer à l'émancipation populaire (*people empowerment*), à la défense des pauvres, à l'amélioration des conditions de vie, dans des termes qui, dans les pays industrialisés, seraient immanquablement associés à la gauche. Le PDI-P (Parti démocratique indonésien – Lutte) dirigé par Megawati Soekarnoputri, en particulier, a hérité de la tradition populiste du père de Megawati – Soekarno³ – et se présente comme le parti des « petites gens ». Et les principaux partis islamiques, même ceux qui poursuivent des agendas sociaux conservateurs, sont généralement en faveur des microprojets d'aide aux paysans et aux communautés pauvres et promeuvent des politiques économiques nationalistes.

Mais il manque à ces partis le troisième élément de la définition de la gauche, à savoir la volonté de redistribution. Ils demeurent « *développementalistes* » au sens étroit du terme, considérant que leur rôle est de faire grossir le gâteau de l'économie nationale, pour

3. Premier président de l'Indonésie indépendante (1945-1967).

donner à chacun une plus grosse part. Rares sont les gens, au sein des partis traditionnels, qui croient à un conflit d'intérêt entre les pauvres et les riches. Tous les grands partis se prétendent à la fois « pro-business » et « pro-pauvres ». La plupart d'entre eux sont financés par les oligarchies qui règnent sur l'économie indonésienne.

Ce problème est lié à un principe structurant du système politique indonésien : sa nature clientéliste. Dans cette configuration, les réseaux politiques s'organisent et se reproduisent en fonction des flux de ressources que les dirigeants (les « patrons ») drainent vers leurs soutiens (les « clients »). Ces ressources prennent différentes formes, parfois spectaculaires – comme ces valises pleines de billets découvertes dans le cadre d'enquêtes sur des cas de corruption –, mais le plus souvent banales : projets de développement, contrats de travaux publics, colis d'aide d'urgence, assistance technique, etc., distribués par les pouvoirs publics parmi les secteurs populaires.

Beaucoup de groupes politiques d'Indonésie adoptent une rhétorique de gauche pour légitimer ce qui les intéresse réellement : la distribution de bénéfices à leurs seuls appuis et électeurs. Les politiciens islamiques traditionnels de partis tels que le PKB (Parti du réveil national) et le PPP (Parti uni du développement), par exemple, font tout pour que les fonds et les projets parviennent aux écoles islamiques, une composante essentielle de leur base électorale. Dans les provinces et les districts, les dirigeants locaux et les députés distribuent les ressources au travers d'une pyramide d'alliés politiques, d'intermédiaires et d'opérateurs. Tout cela au nom de l'« assistance aux pauvres ». Et une partie de ces fonds est effectivement canalisée vers des projets de développement valables, mais une grande partie est détournée.

Ces redistributions sélectives et les discours populistes qui les accompagnent brouillent fréquemment les frontières entre la gauche et la droite en Indonésie. On constate parfois des alliances surprenantes entre des militants de gauche et des forces politiques traditionnelles. Et bien que les organisations de gauche donnent de l'importance à la lutte contre la corruption dans leurs programmes, elles peuvent elles aussi être entraînées dans le jeu clientéliste.

L'héritage de la gauche

Mais la gauche est également difficile à identifier pour des raisons historiques, liées au développement du mouvement communiste

et à son écrasement au milieu des années 1960. Le PKI (le Parti communiste indonésien) a été un des principaux acteurs du mouvement de décolonisation durant la première moitié du vingtième siècle, puis des luttes autour de la direction à donner à la nouvelle république durant ses vingt premières années d'existence. Au début des années 1960, le PKI était le troisième plus grand parti communiste au monde (après la Chine et l'URSS) et l'influence des idées de gauche allaient bien au-delà de ce parti et de ses organisations affiliées.

Cette histoire a brutalement pris fin en 1965-1966, lorsque les militaires et leurs alliés perpétrèrent ce qui demeure comme l'un des plus grands massacres politiques du 20^e siècle. Environ un demi-million de communistes (ou supposés communistes) furent assassinés, le PKI et ses organisations furent dissoutes, beaucoup de survivants furent emprisonnés et leurs descendants poursuivis, tandis que les organisations indépendantes de travailleurs, de paysans et d'autres groupes marginalisés étaient effectivement interdites.

Si cet épisode a eu des effets destructeurs sur la tradition progressiste en Indonésie, plusieurs des modes d'action et de pensée de la gauche d'avant 1965 – engagement envers les intérêts des « petites gens », hostilité envers l'« élite » et prédilection pour les manifestations de masse – ont survécu, sous une forme sublimée, sous l'« Ordre nouveau » de Suharto (1967-1998). Quand ce régime est tombé, les idées populaires et les mobilisations de masse ont retrouvé leur place au centre de la vie politique indonésienne. Mais la vieille tradition organisationnelle de la gauche, sa discipline et sa rigueur intellectuelle, elles, n'ont pas survécu.

Cette évolution est indissociable des formes qu'a prises l'opposition durant les longues années Suharto. Comme la répression rendait la confrontation ouverte ou l'action clandestine hautement risquées, l'opposition a pour l'essentiel adopté une ligne « gradualiste », non conflictuelle, voire même apolitique. La plupart des critiques du régime ont créé des ONG plutôt que des organisations explicitement politiques. Ils se sont concentrés sur des secteurs particuliers – en soutenant telle communauté rurale menacée d'éviction, en organisant telle communauté pauvre urbaine, en animant des ateliers de théâtre dans tel quartier pauvre – et ont emballé leur action dans le langage développementaliste apolitique apprécié par le régime.

Dans les années 1990, de plus en plus de bailleurs de fonds étrangers ont souhaité soutenir les ONG travaillant sur l'environnement, les femmes, les droits humains, etc. Ces financements ont augmenté de façon exponentielle après le départ de Suharto, avec pour résultat une société civile ample et diversifiée, mais aussi fondamentalement fragmentée. Chaque ONG développe son expertise dans un segment précis de la vie sociale et politique indonésienne, mais les agendas de changement plus importants et la construction d'alliances sont délaissés. La plupart de ces organisations sont animées par des permanents ou des intellectuels que le développement d'un mouvement de masse indiffère. La prédominance de cette logique ONG continue à être une des sources principales de la fragmentation qui caractérise la gauche indonésienne aujourd'hui.

Il y a pourtant eu des tentatives de revitalisation d'un agenda de gauche plus engagé dans les années 1980 et 1990. Des militants étudiants ont formé des groupes d'étude et redécouvert le marxisme classique et d'autres travaux radicaux. Des syndicalistes et des militants paysans ont cherché à mettre en place des organisations plus indépendantes et combattives. Une partie de ces efforts s'est cristallisée, à la moitié des années 1990, dans la formation du PRD. Lancé par des étudiants, le PRD tenta de réinventer une tradition d'organisations de classe militantes et de confrontation directe avec le régime.

Fragmentation et cooptation

Lorsque les mobilisations de masse contre Suharto sont apparues de nulle part, en 1998, aucune organisation ou alliance n'était en mesure de dominer ou d'unir la gauche au sens large. Le PRD constituait cependant un cas à part. Il n'était pas la seule organisation de gauche dans l'opposition à Suharto, loin de là, mais bénéficiait d'une aura particulière du fait de l'hostilité de l'Ordre nouveau à son encontre. Depuis lors, cependant, le PRD a connu une série de divisions qui l'ont affaibli. Une première eut lieu en 2000, lorsqu'un groupe d'anciens dirigeants quitta le parti, jugé sectaire et non démocratique, pour former le PDS (Association démocratique socialiste).

Quelques années plus tard, alors que le parti relais traditionnel du PRD – le Papernas (Parti de l'unité-Libération nationale) – peinait à satisfaire aux critères d'inscription aux élections de 2009, les leaders du PRD choisirent d'entrer dans une alliance improbable

avec le PBR (Parti de l'étoile et de la réforme), un parti islamique. Une centaine de militants du PRD se présentèrent sur les listes du PBR, mais aucun ne fut élu. Nombre de membres du PRD et du Papernas dénoncèrent cette alliance, assimilée à un mariage de complaisance avec un parti de droite, et s'engagèrent dans la formation du KPRM-PRD (Comité politique des pauvres- Parti démocratique populaire), aujourd'hui dénommé PPR (Parti de la libération du peuple).

Un autre groupe clé à gauche est le PRP (Association du peuple au travail), qui a une histoire distincte du PRD, bien qu'il ait attiré plusieurs membres de celui-ci. Mais le PRP a aussi imploré, donnant lieu à la création du KPO-PRP (Comité pour sauver l'organisation-PRP). Cette scission, comme la plupart au sein de la gauche radicale, dérive de désaccords en matière d'organisation interne et de démocratie. Il existe nombre d'autres partis à l'extrême gauche. D'après Max Lane, un vieil observateur de la gauche indonésienne, *« le milieu militant de la gauche radicale est bien plus important que durant les années 1990 ou entre 2000 et 2007. Il est non seulement composé d'une kyrielle de partis, mais également de réseaux, de groupes locaux, de syndicats indépendants, de maisons d'édition, d'associations étudiantes et d'autres types de collectifs animés par des gens qui apprennent le marxisme via internet ou par le biais d'anciens militants »*.

La division et la fragmentation de la gauche radicale se reflètent dans tous les segments de la gauche sociale. On constate par exemple une explosion du militantisme syndical depuis 1998, avec la formation de milliers de nouveaux syndicats. Mais la plupart sont de petite taille, liés à une firme ou une localité particulière. Et bien qu'elles aient beaucoup progressé, les tentatives de coordonner les activités syndicales sur le plan national font toujours face à de grands obstacles. Il existe trois – voire quatre, suivant la façon dont on les compte – grandes fédérations syndicales rivales à l'échelle nationale, mais seule une petite proportion des syndicats du pays est affiliée à l'une ou l'autre d'entre elles. Les syndicats les plus à gauche ont cependant été relégués aux marges.

De même, le militantisme paysan a connu un net regain après la chute de Suharto, avec la formation de nouveaux mouvements paysans dans différentes régions du pays, en particulier dans les provinces de Sumatra du Nord, de Bengkulu et de Java-Occidental. Mais malheureusement peu d'entre eux ont échappé aux tensions

internes et beaucoup d'ex-leaders paysans se sont reconvertis dans la compétition politique traditionnelle à l'échelon local.

Ces tendances à la fragmentation des forces sociales et politiques progressistes ont plusieurs sources. La plus importante réside dans la complexité du terrain politique avec lequel les militants radicaux doivent négocier dans un contexte de « démocratie libérale ». Comme l'un des anciens membres du PRD l'expliquait, il était plus facile de s'unir sous Suharto, lorsqu'il n'y avait qu'un ennemi : « *Maintenant il y a plusieurs ennemis.* » En cela l'Indonésie ne constitue pas un cas à part : les mouvements radicaux prospèrent généralement mieux sous des dictatures de droite et se déchirent lorsque ces régimes s'écroulent. Un autre problème sérieux tient au fait que le clientélisme paraît avoir contaminé la gauche et son électorat. D'après des leaders de gauche, même les gens à la base veulent tirer un profit matériel de la participation politique : « *Les participants aux manifestations veulent tous recevoir cinquante à cent mille roupies chacun... C'est devenu complètement "orienté projet".* »

Cette référence à l'« orientation projet » renvoie à un autre facteur important : l'influence permanente de la logique ONG sur les organisations de gauche et, plus généralement, l'attrait pour l'argent et le confort matériel. Beaucoup de militants, en particulier parmi les plus âgés, aspirent au style de vie dont leurs amis, leur famille et leurs anciens camarades de classe jouissent en tant que membres de la classe moyenne montante. Et l'ascension sociale et matérielle n'exige pas nécessairement d'abandonner la vie politique. Ils peuvent accéder à un niveau de vie relativement aisé en s'impliquant dans les ONG les plus en vue et en gérant les financements de projets. Ou en s'engageant directement dans l'univers de la politique électorale traditionnelle.

Rejoindre le courant dominant

En réalité, le problème de la gauche n'est probablement pas qu'elle a trop d'ennemis, mais plutôt qu'elle a trop d'amis. Ces dernières décennies, beaucoup de partis politiques et de personnalités *mainstream* ont recruté parmi les anciens militants radicaux. Pour rester sur le cas du PRD, Budiman Sudjatmiko, premier président de l'organisation, qui a d'ailleurs connu les geôles de Suharto à ce titre, a rejoint le PDI-P et est devenu parlementaire. Il a emmené plusieurs douzaines d'anciens membres du PRD avec lui et formé

une organisation de masse affiliée au PDI-P et nommée ReDem (Volontaires de la lutte pour la démocratie).

Andi Arief, auparavant président de l'organisation « Solidarité des étudiants indonésiens pour la démocratie », affiliée au PRD, a intégré l'entourage du président Susilo Bambang Yudhoyono, en devenant d'abord commissaire pour les services postaux, puis conseiller spécial du président dans les domaines de l'assistance sociale et des catastrophes naturelles. Tandis que l'ancienne dirigeante du syndicat lié au PRD, Dita Indah Sari, est devenue porte-parole et experte pour le ministre des ressources humaines et des migrations.

Dans l'ensemble, ce phénomène reflète une tendance bien connue. L'Indonésie n'est pas le seul pays dans lequel les jeunes militants deviennent plus conservateurs avec l'âge. Cela ne signifie pas qu'ils renient tous leurs anciens engagements ou qu'ils n'utilisent pas leurs nouvelles responsabilités pour réaliser des réformes à l'intérieur du système. Comme Dita Sari le dit elle-même : « *Dans le passé, nous n'avons jamais dépassé cette barrière* (dit-elle en montrant la rue en dehors du bâtiment du ministère), *mais la bataille réelle se joue ici, à l'intérieur de la bureaucratie.* » Elle prend pour exemple les nouvelles politiques qu'elle a contribué à mettre en place, et notamment les systèmes de sécurité sociale pour les travailleurs des transports publics et les travailleurs migrants.

Tous les militants qui ont rejoint la politique traditionnelle ne se sont donc pas laissés corrompre personnellement par le système clientéliste, bien que tous doivent cohabiter avec la corruption dans leur vie politique de tous les jours. Comme un ancien membre du PRD ayant rejoint un ministère l'expliquait : « *Mon combat ici est de rester propre dans un endroit sale. Au PRD, nous étions entourés par des gens qui étaient propres également, et nous n'avions pas d'argent, donc ce n'était pas difficile.* »

Il est cependant difficile de ne pas conclure que la voie choisie par ces anciens militants reflète l'échec des mouvements politiques radicaux de masse dans l'ère post-Suharto. Dans les pays européens du milieu du 20^e siècle, il était courant que des marxistes s'efforcent de pénétrer des partis de travailleurs sociaux-démocrates, afin d'avoir accès à la base de la classe ouvrière. Il y avait une stratégie consciente derrière ce genre d'attitude. Mais ce qui est frappant dans le cas de l'Indonésie, c'est la façon dont l'entrée des militants dans les partis politiques a reproduit la tendance générale

à la fragmentation de la gauche. Ces militants ont rejoint non seulement le PDI-P (populiste), le PBR (islamique) et Gerindra, mais aussi le PKB (islamique), le PAN (islamique), le Parti démocrate et même le Golkar, le parti de l'ancien régime de Suharto. Ce seul fait montre que cette entrée dans le monde politique s'apparente davantage à une abdication qu'à une stratégie concertée.

Le potentiel de la démocratie

Malgré ces faiblesses, certains des thèmes portés par la gauche ces cent dernières années ont fait leur chemin dans l'agenda politique du gouvernement. Une évolution qui s'est paradoxalement produite sans pression d'une gauche organisée. Prenons la question de l'accès des pauvres aux soins de santé, une préoccupation traditionnellement de gauche dans tous les pays. Elle est devenue un enjeu politique crucial en Indonésie ces cinq dernières années. Aujourd'hui, dans pratiquement toutes les élections locales, les candidats qui veulent avoir une chance de gagner doivent promettre la gratuité des soins de santé. Les gouvernements locaux ont donc mis en place une grande variété de systèmes de soin. L'Assurance santé de Aceh (JKA), par exemple, introduite par le gouverneur d'Aceh, fournit une couverture de soins gratuite et universelle à tous les résidents de cette province et assure le transport par voie aérienne jusqu'à Jakarta des patients dans un état critique nécessitant des soins plus pointus.

Des dispositifs du même genre, bien que moins ambitieux, se retrouvent dans au moins cinq provinces et dans quantité de districts et de villes à travers le pays. Ces systèmes sont bien entendu variables en termes d'universalité de leur couverture, de qualité et d'étendue des soins. Dans beaucoup d'endroits, les gouvernements locaux ont beaucoup de difficulté à suivre ces dépenses. Il n'en reste pas moins certain que le thème des soins de santé occupe aujourd'hui le centre de la vie politique indonésienne.

Les lois sur le système de sécurité sociale nationale passées en 2001 et 2004 constituent un autre exemple d'avancée significative. Ces lois prévoient l'établissement d'une assurance sociale universelle pour les travailleurs du secteur formel devant être financée par les contributions des employeurs et des employés. Elle porte sur la santé, les pensions, l'assurance accident de travail et d'autres avantages sociaux. Les travailleurs du secteur informel seront aussi

couverts, mais devront participer financièrement au système. Les contributions du gouvernement couvriront les pauvres.

Cette législation sur le système de sécurité sociale a divisé les organisations de gauche. Un grand nombre de travailleurs et d'étudiants ont manifesté en sa faveur, occupant les allées du parlement le jour du débat final, afin de presser les législateurs de l'adopter. Le groupe coordonnant ces manifestations – le Comité d'action pour la sécurité sociale (KAJS) – a décrit le jour où la loi est passée comme un « *jour historique pour la nation indonésienne* ». Ce qui ne l'a pas empêché de mettre en place un organe de surveillance, afin de contrôler la mise en œuvre de la législation. Mais d'autres groupes, comme le Conseil populaire pour la santé, ont critiqué ce système, qui suit d'après eux « *un modèle d'assurance entrepreneurial* », en référence aux contributions obligatoires des employés et du secteur informel, en lieu et place d'un financement totalement public.

La sécurité sociale est une question qui a suscité une mobilisation soutenue des organisations de gauche. Mais la portée toute relative de cet activisme est loin d'avoir joué un rôle décisif dans l'avènement des régimes de Sécurité sociale au plan national et local. À nouveau, ces thématiques de gauche ont progressivement occupé l'espace, puis ont été traduites en politiques publiques en l'absence d'un mouvement politique de gauche fort. Il semble que l'ouverture des vannes de la démocratie et la soumission des hommes politiques à la pression de la concurrence pour le vote populaire, ainsi que l'influence non démentie d'une certaine sensibilité de gauche défendant les intérêts des pauvres, se sont combinées pour ouvrir des espaces à l'agenda de la justice sociale.

La politique sans la gauche ?

Une certaine perception du système politique de l'après Suharto s'est imposée parmi les observateurs ces dix dernières années : nous serions rentrés dans l'« âge des oligarques ». Au niveau du centre, ces observateurs pointent l'ascension politique des super-riches, comme Aburizal Bakrie, qui a gagné énormément d'influence en occupant la présidence du parti Golkar. Dans les régions, les hommes forts et autres barons locaux se construisent des empires politiques et économiques miniatures. Le détournement des ressources de l'État au bénéfice des riches est, dans cette acception,

la caractéristique fondamentale de l'ordre politique indonésien contemporain.

Cette analyse n'est certainement pas fautive, mais elle n'épuise pas la réalité politique indonésienne. L'Indonésie a engagé sa transition vers la démocratie non pas suite à une machination des riches, mais sous la pression populaire. Les mouvements sociaux – pour ne pas parler des partis de gauche – n'étaient pas suffisamment organisés ou puissants pour arriver à prendre le contrôle des nouvelles institutions de la démocratie. L'incapacité de ces mouvements à gagner en influence par la suite a beaucoup à voir avec la nature de la société et de la politique indonésiennes, en particulier l'omniprésence de la distribution clientéliste, qui atténue les ressentiments sociaux et construit des dépendances politiques.

Mais la gauche n'est pas pour autant devenue une case vide dans le paysage politique indonésien. Les idéaux de justice sociale, d'intervention de l'État pour assister les pauvres – et même de la redistribution – sont profondément enracinés dans la culture politique contemporaine, quand bien même les mouvements politiques qui articulent ces idéaux demeurent marginaux et divisés.

Traduction de l'anglais : François Polet

